

© The United Nations University, 1980
Printed in Japan

ISBN 92-808-0146-5
ISSN 0379-5764

HSDRGPID-32F/UNUP-146

**REFLEXIONS SUR LA THEORIE DE
L'IMPERIALISME; et
REVOLUTION OU DECADENCE? LA CRISE
DU SYSTEME IMPERIALISTE CONTEMPORAIN
ET CELLE DE L'EMPIRE ROMAIN**

Samir Amin

Director
African Institute for Economic Development and Planning
Dakar, Senegal



T A B L E D E S M A T I E R E S

Réflexions sur la théorie de l'impérialisme	1
Notes	29
Révolution ou décadence? La Crise du système impérialiste contemporain et celle de l'Empire romain	31
Notes	42

This paper by Samir Amin was first presented at the GPID III meeting, Geneva, 2-8 October 1978.
It can be considered as a contribution to the Expansion and Exploitation Processes sub-project of the GPID Project.

Geneva, March 1980

Johan Galtung

This paper is being circulated in a pre-publication form to elicit comments from readers and generate dialogue on the subject at this stage of research.

lère Partie: REFLEXIONS SUR LA THEORIE DE L'IMPERIALISME

1. Prendre le problème de l'impérialisme à la racine c'est nécessairement remonter à la loi de la valeur.

1.1 La théorie du mode de production capitaliste est en effet construite dans le *Capital* à partir de l'élaboration précise de la loi de la valeur qui en constitue l'infrastructure.

La loi de la valeur ne rend pas compte seulement du caractère du produit social dans le mode capitaliste, à savoir sa nature marchande. Elle ne révèle pas seulement l'origine du profit, à savoir la plus-value. Elle permet de comprendre les lois de l'accumulation qui commandent la reproduction et l'expansion du mode capitaliste. Ces lois, qui s'expriment à travers les équilibres/déséquilibres, entre les deux départements de la production capitaliste (production de moyens de production et production de moyens de consommation), donnent à la valeur de la force de travail un statut objectif. En effet, les lois de l'accumulation établissent la relation objective qui relie la valeur de la force de travail et le niveau de développement des forces productives¹.

L'unité du marché des marchandises, des capitaux et de la force de travail, c'est-à-dire l'existence coextensive d'un Etat bourgeois, d'une bourgeoisie nationale et d'une classe ouvrière nationale, constitue implicitement et explicitement le cadre nécessaire pour donner à la loi de la valeur sa signification.

1.2 L'hypothèse spatiale sous-jacente correspondant à l'analyse du *Capital* est que la loi de la valeur opère effectivement dans le cadre

de chacun des espaces nationaux capitalistes (l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, etc...).

Cette hypothèse correspond effectivement à la réalité du milieu du siècle dernier, qui fait l'objet de l'analyse de Marx.

Elle ne lui correspond plus. Les marchandises tendent à devenir mondiales. Avec l'impérialisme, le capital circule et se reproduit à l'échelle mondiale. La classe ouvrière elle-même tend à devenir mondiale. Il n'y a plus un seul espace national, même celui des Etats-Unis, qui constitue un cadre suffisant à l'intérieur duquel se reproduisent les conditions de l'accumulation (les équilibres I/II). La mondialisation du processus productif implique celle de l'espace au sein duquel opère la loi de la valeur. Il y a donc une contradiction flagrante entre le discours de certains sur la mondialisation du processus productif et leur refus obstiné de considérer la signification de cet élargissement du cadre spatial d'opération de la loi de la valeur.

1.3 La théorie de l'impérialisme doit donc être construite sur la base infrastructurelle de la théorie de la valeur opérant à l'échelle mondiale.

La loi de la valeur dans ces conditions doit rendre compte des niveaux différents du prix de vente de la force de travail dans les différents segments du système impérialiste.

Notre thèse ici est: a) que les marchandises, parce qu'elles sont mondiales, ont une seule valeur mondiale, b) que le capital, parce qu'il est mondial, tend à s'aligner sur un taux de rémunération moyen, ou une gamme précise de taux structurés en fonction de celui-ci, c) que le marché de la force de travail demeure segmenté, et que, de ce fait, les conditions locales de la lutte des classes permettent des taux de plus-value inégaux².

Il n'y a pas d'autres explications possibles aux différences de prix de la force de travail.

Ceux qui renoncent à la relation objective entre la valeur de la force de travail et le développement des forces productives sont contraints de faire du salaire réel une catégorie empirique, soit déterminée par la biologie (les "subsistances"), comme les ricardiens - et de substituer ainsi à la loi de l'accumulation une loi de la population - soit indéterminée ("l'élément historique et moral" perd alors toute rigueur pour devenir synonyme de "n'importe quoi").

Si donc la relation doit être établie entre la valeur de la force de travail et le développement des forces productives, il faut préciser de quelles forces productives on parle: sectorielles, nationales ou mondiales.

A l'intérieur d'un espace national les forces productives sont inégalement développées d'une branche à l'autre; mais la force de travail a la même valeur. Le discours reliant ces salaires aux productivités sectorielles est un discours nécessairement marginaliste et tautologique, car on ne peut pas comparer la productivité d'une branche à l'autre. L'unité du marché des marchandises, des capitaux et du travail d'une part, la détermination des équilibres de l'accumulation au sein de ce marché d'autre part, imposent de conclure que la valeur de la force de travail est reliée objectivement au niveau national ("moyen") de développement des forces productives.

Mais alors, si le marché des marchandises et celui du capital sont devenus mondiaux d'une part, si l'espace au sein duquel se réalisent les équilibres de l'accumulation est devenu mondial, d'autre part, la valeur de la force de travail à l'échelle du système mondial est reliée au niveau mondial "moyen" de développement des forces productives.

Les différences nationales entre les prix de la force de travail ne s'expliquent plus par les différents niveaux de développement nationaux moyens, mais par la segmentation de la classe ouvrière. Ainsi l'élément Etat-politique-lutte de classes est réintroduit nécessairement dans la théorie de l'impérialisme.

Au plan empirique même, quel sens y-a-t-il à parler de "différences de productivité", comme le font les adversaires d'une théorie de la valeur mondiale, faisant chorus avec les marginalistes? Dans la même branche de la production, produisant des marchandises identiques, vendues sur le même marché au même prix, obtenues par les mêmes techniques, le travail a la même productivité, bien que les salaires soient différents. Ainsi en Corée du Sud, dans les mêmes industries qu'aux Etats-Unis, le salaire est dix ou douze fois moindre, bien que la productivité soit identique.

1.4 Les prix différents de la valeur de la force de travail, s'ils s'expliquent par les conditions concrètes de la lutte des classes, posent dans toute son ampleur la question de la reproduction de la force de travail.

Il n'est pas dit que ces conditions réelles permettent partout et nécessairement la reproduction de chacun des segments de la force de travail. On oublie, par exemple, que l'Irlande avait une population égale à celle de l'Angleterre au moment de sa conquête par celle-ci aux débuts du mercantilisme et de la transition au capitalisme. La nation et le peuple irlandais ont été détruits par ce même processus qui a permis l'expansion anglaise. Il n'est pas dit qu'à notre époque des phénomènes semblables de destruction de la force de travail ne caractérisent pas le système impérialiste.

1.5 Traiter du système impérialiste, c'est traiter d'un système de formation et non du mode capitaliste étendu au monde. Dans ce système de formation tous les modes non capitalistes sont soumis à la domination du capital et, de ce fait, du surtravail est arraché aux producteurs non prolétarisés pour être transformé en profit du capital. Cette domination formelle agit sur les conditions de la reproduction de la force de travail non prolétarisée et, encore une fois, il n'est pas dit que les conditions de sa reproduction soient garanties.

1.6 Le prix de la force de travail dans les centres impérialistes n'est pas indépendant de celui-ci dans les périphéries dominées puisque

le "prix moyen" de l'ensemble de la force de travail doit correspondre à sa valeur, en relation avec le développement des forces productives à l'échelle globale.

Le prix de la force de travail au centre est donc indissolublement lié au caractère impérialiste du système d'exploitation capitaliste.

Cette conclusion rend compte de phénomènes politiques et idéologiques suffisamment visibles et tenaces pour ne pas être systématiquement passés sous un silence pudique.

1.7 Ce qui apparaît au niveau des prix des marchandises ("l'échange inégal") ne résulte donc pas de phénomènes situés au plan de la circulation, mais reflète à celui-ci les conditions de la genèse et de la répartition du surtravail (dans ses formes non capitalistes, dans sa forme capitaliste de plus-value et dans leur apparence immédiate de profit) dans le système impérialiste.

1.8 Les sociétés capitalistes ne sont nullement constituées de la seule classe ouvrière et de la bourgeoisie. Dans les centres dominants des classes et couches nombreuses participent à la production ou remplissent des fonctions improductives. Or la répartition des fonctions et des occupations n'est pas indépendante de la division du travail à l'échelle mondiale. Qui produit de la valeur, qui en consomme? On ne saurait répondre à cette question sans examiner le système impérialiste dans son ensemble.

1.9 Le type de développement résultant des lois de l'accumulation opérant à l'échelle mondiale de la sorte a des effets d'ensemble qui dépassent la seule question des prix de la force de travail. Par exemple, la concentration au centre de la consommation des ressources naturelles produites dans la périphérie modifie les conditions d'un autre développement ultérieur des forces productives.

1.10 La question, le plus souvent posée dans des termes superficiels ("la classe ouvrière d'occident profite-t-elle ou non de l'impéria-

lisme"), entraîne de ce fait des polémiques stériles. Le jeu de mots qui consiste à rapprocher la catégorie du profit du verbe du langage courant "profiter" pour éluder par définition la question est un exemple de ce genre de polémiques.

1.11 Il est certain que les travailleurs au centre du système impérialiste sont exploités par le capital, encore qu'une analyse exhaustive des effets de parasitisme inhérents au système impérialiste doit loin d'exister. Mais il est certain aussi que la destruction du système impérialiste impliquerait la suppression du transfert de valeur générée à la périphérie. Cette suppression ne serait compatible avec l'amélioration des conditions de vie des travailleurs au centre que si les rapports capitalistes étaient renversés. Ce qui, à son tour, impliquerait un tout autre modèle de développement que celui découlant des lois de l'accumulation capitaliste en général, a fortiori de l'accumulation impérialiste.

2. Toute crise dans le système capitaliste est l'expression d'un mal-fonctionnement de la loi de la valeur sous l'effet de la lutte des classes. Elle se manifeste par des déséquilibres qui rendent la réalisation de la valeur impossible et, en conséquence, entraînent la chute du taux de profit. En ce sens, toute crise est une crise des rapports de production capitalistes.

2.1 Cette proposition générale ne suffit pas pour caractériser une crise particulière, à une étape donnée de l'évolution du système.

En effet, par exemple, au XIXe siècle, la loi de la valeur opérant sur la base des espaces nationaux, la crise est une crise nationale, bien qu'elle puisse être transmise du centre hégémonique de l'époque (la Grande-Bretagne) aux autres pays.

Si aujourd'hui l'espace sur la base duquel opère la loi de la valeur est celui de l'ensemble du système impérialiste, la crise doit être saisie d'abord à ce niveau, c'est-à-dire comme exprimée par l'impossibilité d'assurer la circulation mondiale du capital et la

réalisation mondiale de la valeur. Cette impossibilité résulte de la lutte des classes à l'échelle mondiale. C'est la raison pour laquelle la dimension principale dans laquelle s'exprime la crise actuelle est située dans le champ de la division internationale du travail.

2.2 Cette conclusion n'exclut nullement tous les autres aspects, "économiques" et "non économiques" d'une crise qui est nécessairement globale: crise de l'expansion des multinationales et crise des secteurs non compétitifs, chômage et inflation, crise du système monétaire international, crise idéologique (la "révolution silencieuse" des mœurs après 1968), crise politique (affirmation des "intérêts nationaux" ici et là...), crises sociales à la périphérie du système (Ethiopie, Iran, Zimbabwe et Afrique du Sud, etc...), etc...

3. La théorie de l'impérialisme et de sa crise implique nécessairement une théorie de l'Etat à l'époque impérialiste.

3.1 Cette théorie ne saurait se contenter de généralités, comme c'est trop souvent le cas. Il n'est pas suffisant de considérer l'Etat comme l'instrument des intérêts économiques dominants, hier des bourgeoisies nationales, aujourd'hui des monopoles. De quels monopoles les Etats contemporains seraient les représentants: des monopoles nationaux ou des multinationales, américaines principalement? Quelle place sera faite dans ces conditions aux alliances de classes nationales hégémoniques concrètes? Les conditions historiques particulières à chaque pays ne commandent-elles pas en permanence la composition-dislocation-recomposition de ces blocs hégémoniques dont les composantes se modifient sous l'effet des luttes de classes et de l'accumulation du capital? A la périphérie du système ces blocs successifs ne sont-ils pas visiblement en relation avec les modalités de la division internationale du travail et ne reflètent-ils pas le contenu de l'alliance de classes internationale hégémonique qui assure la circulation mondiale du capital?

Or les contradictions qui traversent ces divers blocs hégémoniques sous l'effet des luttes de classes internes se manifestent au plan

mondial par les contradictions qui opposent les Etats.

3.2. Le procès même de l'accumulation a modifié progressivement le rapport Etat/capital.

Au XX^e siècle, les Etats capitalistes nationaux européens sont déjà constitués depuis l'époque mercantiliste (Angleterre, France) ou se constituent en même temps que se développe le capitalisme industriel (Allemagne, Italie). A cette époque, il y a coïncidence entre l'espace étatique (national en général) et le marché capitaliste (triple marché des marchandises, du capital et de la force de travail). Les alliances de classes hégémoniques sont des alliances nationales, en relation avec les conditions historiques particulières de la révolution bourgeoise³. L'hégémonie mondiale britannique implique certes des alliances transnationales, par exemple avec les classes latifundiaires dominantes de l'Amérique latine, les classes "féodales" de l'Orient et de l'Inde, etc... Cette hégémonie économique est acceptée par les pays européens après 1815 et notamment par le concurrent de l'Angleterre à l'époque mercantiliste, la France. Elle institue la coexistence d'un marché mondial embryonnaire (limité à certaines marchandises) et des marchés nationaux (au triple sens ci-dessus) pleinement constitués. Elle organise un équilibre politique et militaire correspondant ("l'équilibre européen").

Au cours des trois dernières décennies du siècle, la concurrence aiguë (durant la "grande crise" des années 1873-96) conduit à un nouveau stade de la centralisation et de la concentration du capital, qualifié par Lénine, après Hobson et Hilferding, de stade impérialiste. Les monopoles en question, doit-on observer ici, se forment sur la base des marchés nationaux déjà constitués. Ils conservent ce caractère pendant toute la période jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale. A partir de 1945, le rapport Etat/monopoles s'est à nouveau modifié, comme on le verra.

3.3 Nous devons sans doute à Giovanni Arrighi⁴ (*La geometria del imperialismo*, Feltrinelli 1978; et *The class struggle in twentieth-*

century Western Europe, ronéoté, Uppsala 1978) l'analyse la plus finement poussée des effets de ces changements dans les rapports Etat/marché (synonyme ici de capital, monopoles, économie).

L'adéquation entre l'espace étatique national et les monopoles de la fin du XIXe siècle à 1945 rend compte, selon Arrighi, des aspects essentiels de la vie sociale pour toute la période, notamment:

a. Elle explique le transfert du lieu de la concurrence entre monopoles du terrain proprement économique à celui de la lutte entre les Etats impérialistes et, partant, le caractère militariste de la période et la constitution par deux fois de deux coalitions qui confronteront leurs forces dans les deux guerres mondiales. La période dans son ensemble (1914-1945) apparaîtra comme une "guerre de Trente Ans" entre l'Allemagne et les Etats-Unis pour la succession à l'hégémonie britannique déclinante, guerre qui s'est soldée en 1945 par la supériorité définitive et acceptée de la puissance nord-américaine.

b. Elle explique le caractère des luttes de classes renouvelées au début du siècle (la vague 1903-1907). La concurrence au XIXe siècle avait opéré dans une ambiance économique impliquant une baisse tendancielle des prix résultant de l'amélioration de la productivité. Les formes nouvelles de la concurrence entre monopoles impliquant au contraire une tendance à la hausse des prix, les salaires perdent la "protection naturelle" résultant de la baisse des prix et, de ce fait, les luttes pour des augmentations de salaires s'avivent. L'attitude ambiguë du mouvement ouvrier envers la question coloniale et envers les impérialismes concurrents (le mouvement ouvrier tend à se solidariser avec "ses" monopoles nationaux contre les concurrents étrangers) explique que cette vague de luttes économiques cède devant la préparation de la guerre mondiale.

c. Elle explique la nature des alliances de classes hégémoniques "rétrogrades" qui s'établissent durant la période. Les bourgeoisies monopolistes concurrentes ont besoin en effet de renforcer "l'unité nationale" par des politiques d'alliance avec des couches moyennes en

voie de destruction sous l'effet du développement monopoliste même (paysannerie, petites entreprises, etc...). Des fascismes aux Fronts populaires et au New Deal, ces types d'alliance s'emploient à protéger les secteurs nationaux qui ont perdu leur compétitivité (l'agriculture) ou qui ne l'ont pas encore acquise (la sidérurgie).

d. On comprend alors les caractères des luttes de classes de l'Entre-deux-guerres. La vague des années 20, qui suit la Révolution russe, est la plus politisée des vagues successives de luttes en Occident. Le mouvement ouvrier aspire alors au pouvoir d'Etat et à la suppression de la propriété privée du capital au bénéfice d'une appropriation nationale. L'échec de cette vague et le caractère des alliances hégémoniques rétrogrades renforcées pour soutenir son assaut rend compte de la gravité de la crise de 1930. La nouvelle vague de luttes, celle des années 30, se place d'emblée sur un terrain défensif: le mouvement aspire au plein emploi dans une économie capitaliste, puis accepte la perspective de la marche à la guerre.

La thèse de G. Arrighi oppose en un contraste saisissant ces caractères de la période 1880-1945 à ceux de la période suivante, qui sont les suivants:

a. L'hégémonie incontestée des Etats-Unis au sortir de la seconde guerre permet le rétablissement d'un marché mondial. Celui-ci, ajouterions-nous facilement, est considérablement plus développé que son ancêtre du XIXe siècle, à l'époque de l'hégémonie britannique préimpérialiste. Il englobe désormais un volume décisif de la production marchande (notamment des produits de base qui sont tous mondialisés), comme du capital. La mobilité sectorielle et internationale rétablie ouvre simultanément la voie à l'expansion mondiale des monopoles américains et à une croissance économique forte du système dans son ensemble, qui fait contraste avec la stagnation relative de l'Entre-deux-guerres. Mais désormais il n'y a plus adéquation entre l'espace des Etats et l'espace économique: la loi de la valeur est devenue mondiale.

b. L'immédiat second après-guerre fait contraste avec le précédent: les luttes sont désormais limitées (pratiquement à l'Italie et à la France) où elles apparaissent plus comme la queue de la période précédente que comme annonciatrices d'une vague nouvelle. L'épicentre des révolutions politiques est déjà transféré hors d'Europe.

c. La croissance économique forte renforce le poids économique de la classe ouvrière, dont les luttes (particulièrement la vague des années 60) sont généralement couronnées de succès au plan économique, réduisant la flexibilité du système, d'autant que les partis ouvriers sont désormais au centre de la vie politique en Europe occidentale. La stratégie du capital, dans ces conditions, est double. D'une part elle vise à "renouveler" ses alliances en les modernisant: en substituant des couches nouvelles (technocraties, aristocraties ouvrières) aux anciennes couches, s'inscrivant mieux dans les exigences de l'accumulation. D'autre part elle vise à rediviser la classe ouvrière sur la base de l'opposition de l'ouvrier-masse déqualifié (souvent immigré, minoritaire, jeune, féminin...) à l'ouvrier d'encadrement à statut. La première direction stratégique, si elle semble avoir réussi aux Etats-Unis et en Europe du Nord, nous paraît s'être heurtée à des obstacles en France et en Italie qui contraignent peut-être le capital à tenter de retourner ici à des alliances rétrogrades ou à accepter des positions subalternes dans la division industrielle du travail (vis-à-vis de l'Allemagne). La seconde direction de cette stratégie paraît plus tragiquement couronnée de succès dans l'ensemble de l'Occident, du moins à l'étape actuelle. Les caractères de la vague des luttes des années 60 s'éclairent de ce fait: il s'agit d'une vague dépolitisée, les revendications politiques (notamment de 1968) étant exprimées plutôt par des couches extérieures à la classe ouvrière. La crise actuelle éclate sur cette toile de fond. Dans ces conditions on doit s'inquiéter de l'orientation prise par le mouvement ouvrier sur la défensive. La moitié "privilegiée" de la classe ouvrière, moins touchée par le chômage et davantage par l'inflation, ne pourrait-elle pas s'assigner l'objectif très "bourgeois" de la stabilité monétaire dans un marché mondial restructuré en fonction des exigences nouvelles de l'accumulation? Des indices existent dans ce sens, où l'évolution

du mouvement ouvrier allemand apparaîtrait comme annonciateur de tendances nouvelles.

3.4. L'analyse qui vient d'être présentée s'articule aisément sur la périodisation du système que nous avons proposée⁵.

Au plan des équilibres politico-militaires, la séquence hégémonie britannique/opposition des blocs/hégémonie américaine, trouve ici sa place naturelle. Encore la question est-elle: l'hégémonie américaine est-elle ou non sur le déclin?

Notre périodisation donnait à la division du travail centre/périphérie une place importante; celle-ci n'est pas incompatible avec l'analyse précédente, mais elle la complète et la renforce, la faiblesse de la périodisation discutée étant précisément d'avoir systématiquement sous-estimé la nature, la place et les effets de cet ensemble de luttes de classes que traduit contradictoirement le mouvement de libération nationale.

La phase coloniale de la division du travail centre/périphérie s'articule logiquement sur la première phase impérialiste. Les zones coloniales et semi-coloniales dépendantes sont confinées dans le rôle de fournisseurs de matières premières pour les ensembles industriels monopolistes des métropoles concurrentes et dans celui de débouchés pour les industries non compétitives soutenant les alliances rétrogrades dans les métropoles. Les métropoles qui bénéficient d'avantages historiques (la Grande-Bretagne et la France) voient leurs positions convoitées par celles qui, venues plus tard, manquent "d'espace vital". La crise de l'Entre-deux-guerres accentue ces "repliements impériaux".

La phase néo-coloniales s'articule sur la reconstruction du marché mondial et l'expansion des multinationales. L'industrialisation de substitution d'importation est ici le résultat de la première vague de libération nationale qui a imposé un renouvellement des alliances de classes internationales.

La crise actuelle révèle le caractère décisif des contradictions situées à ce niveau. En effet, l'obstacle principal au rétablissement de la circulation mondiale du capital est situé précisément dans l'épuisement du potentiel d'accumulation fondé sur la division du travail qui a soutenu l'industrialisation de substitution d'importation. D'où la convergence de la revendication des bourgeoisies du Tiers-Monde d'un ordre nouveau fondé sur l'industrie d'exportation et de la stratégie de redéploiement des monopoles. Cependant, comme on le verra, cette convergence est traversée de contradictions, situées précisément autour de la question de l'Etat.

3.5 La thèse du marché mondial reconstitué dans le cadre de l'hégémonie américaine n'est pas celle du super-impérialisme kautskyste.

Celle-ci en effet ignore l'Etat (réduit au rôle de conseil d'administration des monopoles). Son économisme se retrouve dans les thèses "radicales", non marxistes, qui font des multinationales les véritables et seuls "maîtres du monde". Notre thèse au contraire part de la contradiction Etat/monopoles, reflet des contradictions de classes au sein des sociétés nationales tant au centre qu'à la périphérie.

L'analyse des stratégies des forces sociales en lutte et donc des issues possibles à la crise actuelle implique donc un approfondissement de la réflexion sur l'Etat. Au centre, cette réflexion s'articule sur toutes les questions actuellement à l'ordre du jour, comme celle de la construction européenne et des régionalismes. A la périphérie, elle pose la question du contenu de la libération nationale dans la période actuelle.

4. La définition du rapport évolutif Etat/capital constitue le cadre correct pour l'analyse de la portée de la hiérarchie contemporaine des impérialismes et de la question de l'Europe à l'ordre du jour.

4.1 Les Etats nationaux demeurent la seule instance politique suprême du système contemporain. Il n'y a pas d'Etat supranational. Au niveau international les institutions comme le F.M.I. n'en constituent même

pas l'embryon; elles ne sont que le prolongement du système de l'hégémonie américaine organisée sur la base du marché mondial durant la phase 1945-70. Au niveau européen il y a bien par contre un embryon d'organisation para-étatique. Mais, dans la mesure où le cadre au sein duquel se déroule la lutte des classes et se nouent les alliances hégémoniques demeure strictement national, on doit continuer à parler des impérialismes (au pluriel).

En dernier ressort, la hiérarchie impérialiste dépend, à notre sens de la place assignée aux systèmes productifs des monopoles industriels dans la division du travail. A ce titre, les impérialistes les plus puissants sont ceux des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne (dans cet ordre). L'Angleterre, la France, l'Italie et les autres Etats du centre constituent des impérialistes seconds.

Les avantages économiques hérités des empires coloniaux comme les inégalités au plan des positions politiques, idéologiques et militaires ne constituent, dans ce cadre, que des moyens pour les impérialismes seconds de négocier les termes de leur alignement sur les impérialismes premiers.

La thèse d'un "retour à l'impérialisme financier" et de la restauration de la suprématie de la finance sur l'industrie demeure, à notre avis, d'une fragilité extrême. Cette thèse se fonde sur l'endettement international croissant du Tiers-Monde et du monde socialiste, le recul relatif de l'investissement direct dans le Tiers-Monde au bénéfice d'un endettement, notamment des Etats, auprès de consortiums financiers privés. Mais ces faits pourraient être conjoncturels, associés à la crise structurelle de la division internationale du travail. L'analyse concrète de la dette montre en effet que celle-ci résulte en partie du report de la crise sur le Tiers-Monde, en partie des exigences de l'insertion de celui-ci dans la circulation mondiale du capital (renflouement des balances des paiements, consolidation des bourgeoisies, etc...).

4.2 S'il existe un impérialisme européen en formation, celui-ci, à l'étape actuelle, ne s'est pas encore situé par rapport à l'impérialisme américain: concurrent ou aligné? Aujourd'hui la construction européenne en cours est seulement utilisée par les impérialismes seconds pour pallier leurs insuffisances.

La question reste donc entière de savoir si le système tendra vers l'éclatement du marché mondial, la fin de l'hégémonie américaine, et la reconstitution d'une adéquation Etat/capital portée éventuellement au niveau européen ou si l'Europe et les Etats qui la composent conserveront leurs positions actuelles de relais dans le système du marché mondial unifié sous la houlette des monopoles principalement américains.

En principe, abstraitement, une situation de crise comme celle que le système traverse, conduit soit à une aggravation des contradictions interimpérialistes, soit, à l'opposé, à un alignement des plus faibles sur les plus forts. Si, en 1930, la crise a appelé la première solution, c'est à cause de l'adéquation Etat/monopoles qui caractérisait l'époque, tandis que la transnationalisation explique le réalignement en cours, après quelques velléités d'autonomie au moment de la crise de 1973.

4.3 La tendance au réalignement pose la question de l'attitude politique envers l'Europe.

La thèse la plus communément admise par la gauche européenne est celle du ralliement à l'Europe, quitte à opposer l'Europe des travailleurs à celle des monopoles. Il y a dans cette position, implicitement, un recul économiste devant les "exigences objectives du développement des forces productives". La formation de l'Etat européen est en effet considérée comme un préalable à la transformation socialiste des rapports de production, dès lors repoussée aux calendes grecques. Accepter cette étape comme nécessaire pourrait alors être suivi d'un second aggiornamento, fondé sur la construction nécessaire ultérieure d'un Etat planétaire, conformément aux exigences des forces

productives. C'est par là même renoncer à croire encore possibles des brèches socialistes à partir des effets du développement inégal sur les conditions politiques des luttes des classes.

Notre thèse est qu'au contraire la stratégie léniniste de la rupture demeure valable aujourd'hui. Cette stratégie de rupture pose la question du "désengagement" vis-à-vis du système international, sur laquelle on reviendra.

5. La question du rapport Etat/capital se pose également dans la crise actuelle à la périphérie du système, bien que dans des formes différentes.

5.1 Le développement du capitalisme périphérique, contrairement à celui-ci au centre, loin de constituer des nations, les désagrège. Le caractère extraverti de ce développement et ses effets de distorsion réduisent la portée de la formation du marché local; la domination du capital étranger rend impossible la constitution d'un marché local des capitaux; enfin la persistance des formes de la soumission formelle limite la portée de la formation d'un marché du travail.

Qu'est-ce alors ici que l'Etat? L'excroissance administrative de l'appareil des Etats impérialistes? En partie. Mais aussi et principalement l'expression d'une alliance hégémonique locale, articulée sur l'alliance impérialiste.

De là découle la double fragilité des Etats périphériques. D'abord la fragilité de l'alliance hégémonique, traversée des contradictions qui reflètent celles qui l'opposent aux masses populaires. Cette fragilité n'est rien d'autre que l'effet du rejet vers la périphérie des contradictions de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Les alliances les plus faibles, comme celles fondées sur la prédominance d'une bureaucratie compradore pratiquement sans bourgeoisie locale, rapprochent alors l'Etat local de l'excroissance administrative étrangère et ouvrent le pays aux interventions extérieures permanentes. Même les alliances d'apparence plus solides, comme celles fondées sur

une bourgeoisie industrielle et un Etat national, demeurent fragiles, comme en témoignent les événements d'Iran.

Ensuite la fragilité nationale. L'intégration au système impérialiste a souvent opéré sur un substrat antérieur d'ethnies, groupes et communautés plus ou moins hétéroclites. Dans ces cas l'Etat national parvient d'autant plus difficilement à se cristalliser que les contradictions au sein du peuple peuvent être et sont exploitées tant par les différents segments de l'alliance hégémonique locale que par les forces extérieures. Ici on a affaire à un mouvement de libération nationale sans nation. Celui-ci, s'il ne parvient pas à résoudre correctement les contradictions au sein du peuple, demeure faible, et sa faiblesse fait la force des blocs hégémoniques, pourtant fragiles, qui assurent l'intégration impérialiste. Lorsque, par exception, le mouvement de libération coïncide avec une nation précapitaliste (Asie orientale) cette conjoncture favorable révèle la fragilité de l'alliance exploiteuse locale⁶.

5.2 Pour comprendre le sens de la bataille en cours autour de la division internationale du travail, du "redéploiement", du "nouvel ordre économique international", on ne doit pas perdre de vue l'ensemble des analyses qui précèdent.

Dans l'abstrait, le "nouvel ordre", fondé sur une industrialisation accélérée de la périphérie s'inscrivant dans la division internationale du travail, répond aux exigences objectives de l'accumulation: relèvement du taux de la plus-value et, partant, du profit à l'échelle mondiale⁷.

Mais il ne s'agit là que d'une abstraction puisque l'objet de la lutte en cours est précisément le partage de cette plus-value entre les différents segments du capital. Or, ici, l'intérêt du capital dominant - celui des multinationales - heurte celui des bourgeoisies de la périphérie. Le "redéploiement" correspond à la stratégie des premières: il suppose des Etats périphériques affaiblis. Le "nouvel ordre" correspond à celle des deuxièmes; il suppose des Etats

périphériques renforcés, capables de s'organiser en cartels d'exportateurs pour imposer le relèvement des prix des produits de base, et d'exercer un contrôle national des ressources naturelles, de retenir le bénéfice des relèvements de prix par la nationalisation et la fiscalité, de contrôler l'investissement de ces surplus afin de structurer, au moins partiellement, les systèmes productifs, pour leur donner plus d'autonomie, etc...

Dès l'origine, en 1973, la lutte entre les deux lignes s'engage. Sans doute si au cours des années 1973-75 le "nouvel ordre" apparaît comme l'expression d'un front uni contre l'impérialisme, la stratégie de division mise en œuvre par celui-ci en s'appuyant sur l'aile droite du front, est-elle parvenue à diviser le Tiers-Monde (Tiers-Monde et Quart-Monde, pays "progressistes" et pays "pro-impérialistes", etc...) et, sinon à faire prévaloir sa stratégie, du moins à écarter les dangers de la "confrontation".

On aurait tort néanmoins de s'arrêter à cette dernière constatation. Les luttes de classes violentes qui secouent les sociétés de la périphérie laissent prévoir l'effondrement de certains blocs hégémoniques garants de l'équilibre actuel. Encore une fois les événements d'Iran en témoignent. Ici le succès même du redéploiement, marqué par des taux de croissance exceptionnels, loin d'atténuer les contradictions, les a rendues plus explosives. Car la classe ouvrière en formation, loin d'être moins capable de luttes politisées, y est au contraire amenée presque spontanément, contrairement au préjugé ouvrieriste occidental (selon lequel les classes ouvrières les plus "mûres" seraient nécessairement les plus révolutionnaires). Peu importe les drapeaux idéologiques derrière lesquels les masses se révoltent; cela est pour beaucoup le résultat de conditions circonstancielles et subjectives (la conséquence prévisible de la stratégie de la "voie non capitaliste"); plus important est le fait qu'elles se révoltent contre l'expansion du capital.

Une vague nouvelle du mouvement de libération nationale, à contenu fortement "populiste", au moins dans un premier temps, est déjà

inscrite dans le développement de la crise de l'impérialisme.

5.3 Dans les conditions de cette lutte, peut-on entrevoir l'émergence de nouveaux Etats nationaux capitalistes achevés, expression du transfert progressif du capitalisme de "ce petit coin d'Europe" d'origine à l'ensemble de la planète?

Ici encore dans l'abstrait le processus de l'accumulation du capital, s'il pouvait se poursuivre indéfiniment, finirait toujours par imposer à l'ensemble des sociétés du monde les rapports de production capitalistes, en supprimant toutes les autres formes de rapports de production, et donc finirait par homogénéiser sur cette base l'ensemble de la planète.

On ne peut pas cependant passer de la reconnaissance de cette tendance abstraite à la conclusion que des centres capitalistes nouveaux émergeraient effectivement progressivement. Jusqu'ici, à chaque étape du développement du système impérialiste, les rapports centre/périphérie sont restés fondés sur une division inégale du travail. L'analyse économique des industries d'exportation proposées à certains pays de la périphérie, fondées sur la main-d'œuvre à bon marché ou des ressources naturelles abondantes, comme l'analyse politique d'ensemble de l'insertion de ces pays dans le système mondial (alliances hégémoniques locales et alliances internationales dominantes, caractères et rôle de l'Etat, systèmes de l'idéologie et de la vie politique, etc...) interdisent de prévoir le renversement de cette tendance⁸.

La thèse adverse donne toujours en "exemples" les pays du Tiers-Monde les plus avancés dans la voie de l'industrialisation (aujourd'hui le Brésil, la Corée du Sud, Taïwan, l'Iran, etc...) pour revenir à une théorie simple des "étapes" du développement. Que cela soit dans sa version conventionnelle (celle de la Banque mondiale) ou dans des versions d'apparence marxiste, par le langage (comme chez Bill Warren)⁹, cette thèse substitue à l'analyse en termes de matérialisme historique (qui est toujours une analyse historique) une analyse

économiste réduite à la mesure quantitative de la production industrielle.

6. L'analyse de l'impérialisme dans les termes du matérialisme historique ne saurait donc être réduite à la reconnaissance des grandes tendances économiques de l'accumulation du capital. Au contraire cette analyse doit inscrire ces grandes tendances dans les luttes de classes, de nations et d'Etats à l'échelle mondiale. De ce fait, l'analyse concrète de toutes les contradictions du système à une étape précise de son développement, et l'articulation concrète de ces contradictions, imposent qu'on les situe dans le cadre de la conjoncture politique internationale réelle de la période.

6.1 Sans doute notre époque peut-elle être interprétée comme celle de la confrontation entre le capitalisme déclinant et le socialisme naissant. Mais on ne saurait se limiter à cette proposition générale et abstraite. L'affrontement n'opère pas de cette manière directe; il est seulement implicite, caché derrière les affrontements directement visibles qui sont d'une autre nature. Ainsi, dans les affrontements de classes au centre du système, l'objectif actuel du mouvement ouvrier n'est pas le socialisme: cet objectif demeure économique (plein emploi, sauvegarde du pouvoir d'achat rongé par l'inflation, etc...). Les percées dans le domaine de la vie sociale se situent généralement ailleurs que dans ces confrontations. A la périphérie les affrontements opèrent "silencieusement" au sein du mouvement de libération nationale, sans même toujours une conscience claire des objectifs (d'où les formes populistes...). Dans l'ensemble, dans ces conditions, les affrontements qui occupent le devant de la scène sont ceux qui opposent les Etats, le Nord au Sud, l'Ouest à l'Est.

6.2 L'affrontement Est-Ouest a été confondu longtemps avec celui qui oppose le socialisme au capitalisme¹⁰. La thèse jdanovienne (jamais abandonnée en fait) opère la confusion entre la prétendue nature sociale des régimes (socialistes ou capitalistes) et les politiques extérieures des Etats (alignement sur l'URSS ou sur les Etats-Unis). C'est dans le cadre de cette thèse qu'il s'est avéré nécessaire de

créer une catégorie "intermédiaire" (les "régimes progressistes", la "voie non capitaliste", la "démocratie nationale"...), utile tactiquement.

6.3 La méthode marxiste impose que l'on renverse les termes du raisonnement: il faut partir d'abord du contenu de classes réel des régimes. Aucune considération de nature tactique n'autorise à évacuer la question fondamentale de la nature de classes des pays de l'Est et, partant, des objectifs réels de leur politique internationale.

Dans cette optique remise droite, si l'URSS n'est pas socialiste, elle est une Puissance qu'il reste à qualifier. Superpuissance sans doute puisqu'elle seule peut aspirer à une hégémonie mondiale ou au partage du globe avec les Etats-Unis, son seul concurrent militaire. Il reste à mieux connaître les lois et les exigences de son expansion, qui ne sauraient être nécessairement empruntées à ce que nous connaissons des lois du capitalisme, puisqu'il s'agit d'une société de classe de type nouveau (le mode de production étatique).

6.4 La thèse jdanovienne (ancienne et nouvelle, toujours fondement des thèses soviétiques successivement produites au gré des conjonctures de guerre froide, de dégel, de coexistence ou de durcissement), remplit des fonctions idéologiques évidentes. Elle permet de soumettre les luttes de classes et les luttes anti-impérialistes aux objectifs propres de l'URSS. Elle aide à confondre dans le conglomérat des "forces progressistes" les forces populaires authentiques et les forces bourgeoises ou néo-bourgeoises (étatistes) ralliées conjoncturellement aux premières. En recourant à des concepts élastiques (celui de "socialisme" sans précision, ou celui de "forces progressistes" - analogue à ceux utilisés par l'adversaire ("liberté", "droits de l'homme"...)) elle abroge toute stratégie au bénéfice de la seule tactique. Elle ne permet plus de distinguer l'ennemi principal (qui dépend de là où l'on est: il n'est pas le même pour la classe ouvrière tchèque et pour les paysans de l'Angola, d'évidence). Elle ne permet plus de distinguer les moments dans l'évolution des rapports de force entre les deux superpuissances (par exemple, après la défaite de

l'Indochine, les Etats-Unis sont-ils sur la défensive, paralysés dans leur capacité d'intervention militaire directe, comme il le semble avec l'administration Carter, ou non?).

6.5 Dans la confrontation des Etats les impérialismes seconds (Europe, Japon) paraissent actuellement être sur des positions de réaligement, pour les raisons invoquées plus haut.

Dans la confrontation Nord-Sud, la variété des situations allant des bureaucraties compradores aux alliances paysannes révolutionnaires, interdit des jugements de type global. Dans la stratégie de la révolution ininterrompue par étapes, à l'ordre du jour pour la périphérie du système impérialiste, l'essentiel est, dans ces conditions, la capacité pour les classes exploitées ouvrières et paysannes de s'exprimer d'une façon autonome. Alors, et alors seulement, les exigences tactiques d'alliances internes et externes pourront être soumises à l'objectif stratégique de la transition socialiste. A défaut, les forces populaires resteront l'enjeu des forces réactionnaires locales et de forces extérieures.

7. En replaçant toujours l'impérialisme au centre de la réflexion sur le capitalisme contemporain on parvient à situer correctement l'obstacle au socialisme aujourd'hui.

7.1 Cet obstacle c'est la difficulté d'un désengagement. Cette difficulté est même, en fait, plus grande encore pour les sociétés du centre que pour celles de la périphérie. Et c'est là en définitive le sens du fait impérialiste.

Façonnées autour du surplus impérialiste, les sociétés du centre dans leur composition sociale, comme dans les "avantages" tirés de leur accès aux ressources naturelles du globe, conçoivent mal la nécessité d'une restructuration globale. Une alliance populaire anti-impérialiste capable de renverser le bloc hégémonique est, de ce fait, difficile à constituer. Les expériences récentes du Portugal et de l'Italie sont là pour illustrer cette difficulté.

Par contre, dans les sociétés de la périphérie, le désengagement est la condition d'un développement des forces productives capables de répondre aux besoins et aux exigences exprimées par la plus grande masse.

7.2 C'est évidemment cette différence fondamentale de situation qui explique que, jusqu'à présent, les brèches principales dans le système capitaliste aient été faites à partir de la périphérie du système.

Un parallèle avec le passage de l'Antiquité à la féodalité est suggéré ici¹¹. L'Empire romain constituait un système de centralisation du surplus (tributaire et esclavagiste). Le développement ultérieur des forces productives exigeait l'éclatement de ce système de centralisation qui rendait impossible le progrès de la périphérie. La substitution de zones féodales autonomes, constituées à partir de la périphérie la moins avancée de l'Empire (en Europe celtique et germanique), s'explique de ce fait. Aujourd'hui, de la même manière, le développement de la périphérie du système passe par l'abolition du système de centralisation du surplus que constitue le marché mondial de l'impérialisme.

7.3 Ce type de processus de dépassement des rapports capitalistes par rupture du niveau de centralisation du surplus correspondant aux forces productives les plus avancées engendre évidemment une série de problèmes nouveaux (possibilités de régressions partielles, de restaurations, etc. ..) auxquels le socialisme doit faire face. Il faut en prendre son parti.

Mais il est nécessaire aussi, dans la perspective d'une stratégie de transition efficace, d'offrir une autre issue définie en termes internationaux, pour briser les impasses des isolements nationaux.

Cette autre issue pourrait éventuellement rendre possible une transition socialiste à partir des maillons faibles de la chaîne impérialiste centrale. Elle pourrait aussi accélérer le développement de rapports socialistes dans les zones de la périphérie sorties du système. Elle pourrait enfin faciliter la constitution d'une première étape anti-impérialiste de la transition pour des régions de la

périphérie qui n'ont pas encore brisé leurs liens de dépendance.

La stratégie de l'alliance socialiste Europe du Sud - monde arabe - Afrique s'inscrit dans cette perspective¹². Malheureusement il ne s'agit là que d'une perspective encore fort peu comprise par les uns et les autres, encore moins soutenue. Sans doute la responsabilité première de son échec jusqu'à ce jour incombe-t-il aux forces qui pourraient lui être favorables en Europe. A l'heure actuelle, après les timides velléités ambiguës des années 1970-75, la bourgeoisie de l'Europe du Sud a choisi le ralliement à l'Europe germano-américaine, fermant de ce fait la porte à cette possibilité.

8. L'analyse du système impérialiste et de sa crise que nous avons proposée appelle maintenant quelques commentaires de la nature de conclusions provisoires et de questions nouvelles posées.

8.1 La sous-estimation systématique, quand ce n'est pas l'oubli pur et simple, de la dimension impérialiste du capitalisme réduit le mouvement ouvrier et socialiste à l'impuissance¹³.

Cette impuissance est compensée, verbalement, par le discours ouvriériste. On affirme alors que seules les classes ouvrières "mûres" seraient porteuses de l'avenir socialiste, oubliant les enseignements les plus évidents de l'histoire. En effet, les trois grands moments de l'histoire révolutionnaire de notre époque - la Commune de Paris, 1917, la Révolution culturelle - ne sont pas l'oeuvre de classes ouvrières "mûres", mais au contraire encore en formation.

Ce discours ouvriériste devient gauchiste au sens de la *Maladie infantile*, quand il est sérieux, comme avec l'"operaismo" italien. Expression de la classe ouvrière la plus avancée d'occident, l'"operaismo" italien ne s'intéresse malheureusement pas aux questions posées à la classe ouvrière, minorité, par les autres couches sociales, majoritaires dans le capitalisme développé, ni à la dimension internationale et impérialiste du problème. N'ayant pas, de ce fait, d'autre issue réelle à opposer à la stratégie du compromis historique,

il est contraint de glisser dans le gauchisme¹⁴.

Mais, plus souvent, lorsqu'il ne correspond même pas à une situation de radicalisation politique des luttes ouvrières, ce discours est contraint de glisser sur la pente de la démagogie. Il se juxtapose alors aux compromissions tactiques les plus courtes, au nom du "réalisme". Ainsi s'explique, entre autres, les positions d'oscillation entre le gauchisme verbal et les ralliements, ouverts ou honteux, au révisionnisme et à l'opportunisme.

L'impuissance du discours ouvriériste se manifeste donc par son incapacité de saisir la nature des conflits à l'échelle mondiale. Il réduit en effet l'affrontement capitalisme/socialisme au conflit de classe direct capital/travail au centre du système, et s'interdit, de ce fait, de comprendre la portée et la nature du mouvement de libération de la périphérie comme la portée de la nature de la contradiction Est-Ouest et de ses prolongements dans la société occidentale.

Ignorer ou sous-estimer l'impérialisme c'est finalement substituer une vision étapiste du développement du capitalisme à celle du développement inégal. C'est donc échouer à comprendre la portée de la possibilité historique d'une stratégie de révolution ininterrompue par étapes. C'est s'obnubiler sur "le développement du capitalisme" à la périphérie, en oubliant son caractère périphérique. Et logiquement cet oubli doit conduire à attendre l'achèvement du développement du capitalisme à l'échelle mondiale pour poser la question du socialisme.

Derrière cette erreur immédiate se profile la réduction du marxisme aux dimensions d'une idéologie ouvrière alors qu'il est l'idéologie révolutionnaire de notre époque, la science de la révolution des exploités et de la libération humaine. Certes sa découverte eût été impossible sans le capitalisme et le mouvement ouvrier; mais le marxisme a permis de renouer avec toute la tradition révolutionnaire des exploités de tous les temps. Par là même le marxisme est l'outil de la révolution complexe de l'époque impérialiste, la science de l'alliance ouvrière et paysanne¹⁵.

8.3 L'expérience historique de la lutte des classes démontre que des rapports de production qui sont devenus une entrave au développement des forces productives se désagrègent sous les coups de la révolte des classes opprimées. Mais ces coups peuvent faire le jeu d'une nouvelle classe montante, située en dehors des classes opprimées révoltées, qui met en place les rapports de production nouveaux, s'empare de l'Etat et se substitue à l'ancienne classe exploiteuse. C'est ainsi que la lutte des paysans contre les féodaux a fait le jeu d'une troisième classe, la bourgeoisie, née en partie au sein et en partie à côté de la paysannerie¹⁶.

L'expérience soviétique ne confirme-t-elle pas encore une fois cette possibilité historique? Ici les coups portés par la classe ouvrière à la bourgeoisie n'ont-ils pas fait le jeu d'une classe nouvelle bureaucratique-technocratique, classe dominante du nouveau mode de production étatique? Cette possibilité, loin de résulter exclusivement des conditions spécifiques de la Russie, n'est-elle pas visible également en Occident? Ici, les nouvelles couches issues de la différenciation au sein du prolétariat - aristocratie ouvrière et technocratie - ne nourrissent-elles pas également le projet d'un mode étatique? La social-démocratie n'en est-elle pas l'illustration, partielle, de la tendance? Et que dire de l'eurocommunisme? Conglomérat encore mal défini de tendances partiellement contradictoires, ce courant ne contient-il pas déjà visiblement: une tendance social-démocrate ancienne (gestion du capital avec le soutien de l'aristocratie ouvrière), une tendance social-démocrate nouvelle, "à la suédoise" (substitution de l'aristocratie ouvrière et de la technocratie à la bourgeoisie), conduisant au mode étatique, mais aussi peut-être une tendance "autogestionnaire" remontant aux sources anciennes de l'anarcho-syndicalisme, exprimant néanmoins la révolte des travailleurs¹⁷.

Il resterait à savoir quelles sont les lois du développement nouveau mode et ses contradictions spécifiques. Sans cette connaissance on sera trop légèrement conduit à extrapoler à ce nouveau mode, parce qu'il reste fondé sur l'exploitation de classes, ce que nous savons du

capitalisme. En particulier il sera nécessaire de mieux comprendre comment opère le fait national dans ce nouveau mode de production. Nous avons osé proposer dans ces différents domaines quelques hypothèses, mais nous sommes conscients que la question de la "nature" de l'impérialisme soviétique (est-il "économique"? quelles sont ses spécificités?) reste mal élucidée¹⁸.

Comment alors se pose la question de la "possibilité" historique d'un mode étatique succédant au capitalisme? Quel est le degré de "nécessité historique" de cette possibilité? Visiblement l'évolution possible vers un mode étatique implique la désagrégation du système du marché mondial caractéristique des trente dernières années. Elle impliquerait au contraire le renforcement de tendances nationales plus ou moins autarciques. Devrait-on alors interpréter cette contradiction comme impliquant un retour en arrière possible, vers des modèles analogues (mais plus structurés et plus "étatistes-ouvriers") à ceux de l'Entre-deux-guerres? ou devrait-on interpréter cette tendance comme "progressiste"? Et devrait-on interpréter cette tendance de la même manière pour les pays du centre et ceux de la périphérie du système actuel?

Toutes ces questions sont posées par les conflits actuels. Les évacuer pour mettre en avant la tendance contraire, à la permanence de la régulation par le marché mondial parce que cette tendance répond aux exigences économiques des monopoles, c'est-à-dire des forces productives les plus avancées de notre époque, nous paraît imprudent. Que dire de la question du potentiel de développement ultérieur, rendu difficile par la permanence de ces rapports de production, notamment à la périphérie? Et des effets de la lutte des classes en Occident même?

8.3 Posée dans ces termes, la question de l'affrontement capitalisme/socialisme apparaît dans toute sa complexité réelle, porteuse d'issues différentes possibles.

Ce type de réflexion implique évidemment que l'on distingue la contradiction fondamentale d'un système (aujourd'hui la contradiction capital/

travail) de la contradiction principale dans laquelle s'exprime la première. Cette contradiction principale peut être celle qui oppose, à un moment donné, des nations ou des Etats. Toute la question du degré de maîtrise du mouvement des forces révolutionnaires sur le devenir social, de leur aliénation possible - reflet alors du caractère encore objectif des lois de la société opérant comme les lois de la nature -, est posée par là même¹⁹.

Dans ces conditions l'analyse concrète de la situation, et elle seule, permet de caractériser la période et de répondre à la question: le vent est-il aujourd'hui à la révolution ou à la guerre? Et nul doute que la réponse que l'on donne implicitement ou explicitement à cette question a des conséquences décisives pour la stratégie du socialisme²⁰.

NOTES

1. S. Amin, *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, Minuit, 1977, pp. 23-28; *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Anthropos pp. 30-48.
2. S. Amin, *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, chap. V; *L'échange inégal et la loi de la valeur*, pp. 49-62.
3. S. Amin, *Le développement inégal dans la transition capitaliste et dans la révolution bourgeoise; Le Développement inégal dans les centres capitalistes* (à paraître).
4. Giovanni Arrighi, *La geometria del imperialismo*, Feltrinelli 1978; *The class struggle in twentieth-century Western Europe*, ronéoté, Uppsala 1978.
5. S. Amin, *Une crise structurelle*, in Amin, Faire, Hussein et Massiah, *La crise de l'impérialisme*, Minuit, 1975; également S. Amin, *Développement autocentré, autonomie collective et nouvel ordre économique international*, in Auteurs divers, *L'Occident en désarroi*, Dunod 1978.
6. *Centre et périphérie dans le système capitaliste; La question nationale aujourd'hui*, sect. III (*La question nationale à la périphérie du système capitaliste; à paraître*).
7. S. Amin, *Une crise structurelle* in Amin, Faire, Hussein et Massiah, *La crise de l'impérialisme*, Minuit, 1975; S. Amin, *Développement autocentré, autonomie collective et ordre économique international nouveau*, in Auteurs variés, *L'Occident en désarroi*, Dunod 1978.
8. Voir note 7.; également S. Amin, *Le développement inégal; L'impérialisme et le développement inégal*. Etude en cours sur le cas de la Corée du Sud.
9. Bill Warren, *Imperialism and capitalist industrialization*, New Left Review, N°81, sept-oct. 1973.
10. *La libération nationale et la transition socialiste*, sect. II (*la nature contradictoire de la transition socialiste*) et sect. III (*la thèse des trois mondes et la réhabilitation du phénomène national*), à paraître.

11. *Le développement inégal dans la transition capitaliste et dans la révolution bourgeoise*, sect. II (*Le développement inégal dans le monde antique et féodal*); à paraître. Etude en cours sur le parallèle Rome/impérialisme contemporain.
12. S. Amin, *Perspectives de la localisation internationale des activités industrielles*, G.R.E.S.I., Paris 1976.
13. Nous y voyons l'expression d'un courant pro-impérialiste au sein du marxisme, voir *Classes, nations et Etats dans le matérialisme historique; Centre et périphérie dans le système capitaliste; La libération nationale et la transition socialiste*, à paraître.
14. Pour une expression de l'operaismo, voir: Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, Christian Bourgois, Paris 1977; Antonio Negri, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée 1978.

Par contre les courants du Manifesto et du P.D.U.P. italiens ne versent pas dans cet ouvriérisme. Tout en ayant renoué avec le meilleur de la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, présent dans l'operaismo, ces courants sont aussi conscients de la dimension nationale de la question de l'alliance de classes révolutionnaire nécessaire, et de ses prolongements internationaux.

15. *La libération nationale et la transition socialiste*, à paraître.
16. *Le développement inégal dans la transition capitaliste et dans la révolution bourgeoise*, à paraître.
17. *La libération nationale et la transition socialiste*, sect. II, à paraître.
18. Ibidem.
19. *Classes, nations et Etats dans le matérialisme historique*, à paraître.
20. *La libération nationale et la transition socialiste*, sect. III à paraître.

2ème Partie: REVOLUTION OU DECADENCE? LA CRISE DU SYSTEME IMPERIALISTE
CONTEMPORAIN ET CELLE DE L'EMPIRE ROMAIN

Certaines similarités entre la situation contemporaine et l'époque de la fin de l'Empire romain ont paru suffisamment frappantes pour occasionner les commentaires d'historiens tentés par la philosophie de l'histoire. Mais, si certains historiens qui ne se réclament pas du matérialisme historique n'ont pas hésité à dresser des parallèles parfois téméraires entre les deux situations, par contre une certaine interprétation dogmatique du marxisme a handicapé la réflexion sur le thème dans les termes du matérialisme historique. On parle ainsi de la "décadence de Rome", même dans les manuels d'histoire soviétiques, tandis que l'on continue à parler de la "révolution socialiste" comme forme exclusive de la substitution de rapports de production nouveaux aux rapports capitalistes.

Les comparaisons à travers l'histoire comportent des dangers évidents. L'histoire ne se répète pas et la thèse d'un éternel recommencement est sans doute la plus fragile de toutes les philosophies de l'histoire. Les historiens qui ne tombent pas dans ce travers sont alors tentés par des comparaisons impressionnistes, guidés par une intuition parfois forte, en évitant de structurer celles-ci. On court alors le danger de parallélismes trop détaillés entre des systèmes profondément différents.

La tentative qui suit entend se situer sur le terrain de l'analyse comparative du contenu et des formes de la crise des rapports de production - antiques et capitalistes. Les différences entre ces deux crises justifient-elles leur analyse, l'une en termes de "décadence" et l'autre en termes de "révolution"? ou bien, au contraire, des similitudes - qui sont à préciser - l'emportent et appellent à enrichir notre conception du matérialisme historique et de la transition d'un système

social à un autre, plus développé?

1. L'hypothèse centrale que nous soumettons à la discussion et à la critique est qu'il existe un parallèle frappant entre les deux crises. Ce parallèle provient de ce que dans les deux cas le système entre en crise parce que la centralisation du surplus qu'il organise est excessive, c'est-à-dire en avance sur les rapports de production qui le sous-tendent. Le développement des forces productives à la périphérie du système passe alors par l'éclatement de celui-ci et la substitution d'un système décentralisé de collecte et d'utilisation du surplus.

1.1 La thèse la plus répandue au sein du matérialisme historique est celle de la succession de trois modes de production dominants - le mode esclavagiste, le mode féodal et le mode capitaliste. Dans ce cadre, la "décadence" de Rome ne serait rien d'autre que l'expression du passage de l'esclavage au servage. Il resterait à expliquer pourquoi on ne parle pas ici de "révolution féodale", comme on parle de révolution bourgeoise et de révolution socialiste.

Nous avons rejeté cette thèse, que nous croyons "occidentalo-centrique", en ce sens qu'elle généralise abusivement les caractères spécifiques de l'histoire de l'Occident, rejetant l'histoire des autres peuples dans la particularité (du "mode asiatique" notamment). En choisissant de préférer faire dériver les lois du matérialisme historique de l'expérience universelle, nous lui avons opposé la thèse d'un mode précapitaliste unique, le mode tributaire, vers lequel tendent toutes les sociétés de classes. L'histoire de l'Occident - la construction romaine antique, sa désagrégation, la constitution de l'Europe féodale, enfin la cristallisation des Etats absolutistes de l'époque mercantiliste - traduit ainsi, dans ses particularités, la même tendance fondamentale qui s'exprime ailleurs dans la construction moins discontinue des Etats tributaires achevés (dont la Chine est l'expression la plus forte). Dans notre thèse: a) le mode esclavagiste n'a pas de statut universel comme le mode tributaire et le mode capitaliste; il est particulier et apparaît en relation étroite avec l'extension de rapports marchands; b) le mode féodal est une forme

primitive, inachevée, du mode tributaire¹.

La construction romaine, puis sa désagrégation, apparaissent dans cette hypothèse comme une tentative trop précoce de construction tributaire. Nous entendons par là que le niveau de développement des forces productives n'exigeait pas une centralisation tributaire à l'échelle de l'Empire romain. Cette première tentative avortée allait donc être suivie d'un passage forcé par la phase de l'émiettement féodal, à partir duquel devait se reconstituer une centralisation tributaire dans le cadre des monarchies absolutistes de l'Occident. C'est alors seulement que le mode de production en Occident approchera le modèle tributaire achevé. C'est d'ailleurs seulement à partir de ce stade que le niveau de développement des forces productives en Occident atteindra celui du mode tributaire achevé de la Chine impériale; et cette coïncidence n'est pas fortuite.

Le retard de l'Occident, qui s'exprime précisément par l'avortement romain et l'émiettement féodal, a constitué en définitive son avantage historique. La thèse que nous avons développée est qu'en effet c'est la combinaison spécifique d'éléments du mode tributaire antique et des modes communautaires barbares qui caractérise le féodalisme et lui a donné sa flexibilité plus remarquable. Cette flexibilité rend compte de la rapidité avec laquelle l'Europe traverse la phase tributaire achevée, dépassant rapidement le niveau de développement des forces productives de l'Orient, alors qu'elle venait à peine de l'avoir rattrapé, débouchant sur le capitalisme. Cette flexibilité et cette rapidité font contraste avec la rigidité et la lenteur relatives de l'évolution dans les modes tributaires achevés de l'Orient.

1.2 Le cas romain-occidental n'est sans doute pas le seul exemple d'avortement de la construction tributaire. Dans des conditions spécifiques différentes nous croyons repérer au moins trois autres cas de ce type: le cas byzantin-arabe-ottoman², le cas indien, le cas mongol. Chaque fois en effet les tentatives de mise en place de systèmes de centralisation tributaire paraissent avoir trop largement précédé les exigences du développement des forces productives pour

s'installer durablement. Sans doute les formes de ces centralisations ont-elles été dans chaque cas des combinaisons spécifiques différentes de moyens étatiques, para-féodaux et marchands. Dans l'Etat islamique que nous avons étudié de plus près, la centralisation marchande a joué un rôle décisif, selon nous. Quant aux avortements indiens successifs, ne sont-ils pas en relation avec le contenu de l'idéologie hindouiste, que nous avons opposée au confucianisme³? Enfin, en ce qui concerne la centralisation de l'Empire de Gengis Khan, elle fut de très courte durée, comme on le sait.

Cependant, les formes spécifiques des combinaisons tributaires avortées en question n'ont pas produit les conditions d'une succession féodale véritable. Nous croyons devoir chercher dans cette direction, au moins pour le cas arabe étudié, les raisons pour lesquelles la percée capitaliste n'a pas eu lieu dans ces régions.

1.3 Le système impérialiste contemporain est, lui aussi, un système de centralisation du surplus, à l'échelle mondiale. Celle-ci opère sur la base des lois fondamentales du mode capitaliste et dans les conditions de la domination de celui-ci sur les modes précapitalistes de la périphérie soumise. Dans ce cadre nous avons cru nécessaire de formuler la loi de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale comme forme d'expression de la loi de la valeur opérant à l'échelle mondiale⁴.

Dans ces conditions, le système impérialiste de centralisation de la valeur se caractérise par l'accélération de l'accumulation et du développement des forces productives au centre du système, tandis qu'à sa périphérie ceux-ci sont handicapés et déformés. Développement et sous-développement sont, dans ce cadre théorique, l'endroit et l'envers de la même médaille: l'accumulation à l'échelle mondiale.

On comprend alors notre thèse selon laquelle le développement ultérieur des forces productives à la périphérie passe par l'éclatement du système impérialiste de centralisation du surplus. Ainsi une phase nécessaire de décentralisation (la construction de la transition socialiste nationale) doit précéder la réunification à un niveau plus

élevé de développement que constituerait la société planétaire sans classes.

2. Cette thèse centrale entraîne des conséquences importantes concernant la théorie et la stratégie de la transition socialiste.

2.1 La transition socialiste à la périphérie se confond avec la libération nationale. Celle-ci est devenue impossible sous la direction de la bourgeoisie locale; elle devient donc une étape, l'étape démocratique du processus de la révolution ininterrompue par étapes sous la direction des masses ouvrières et paysannes. Cette fusion des objectifs de libération nationale et du socialisme engendre à son tour une série de problèmes nouveaux dont il faut prendre la mesure. Car l'accent est mis tantôt sur l'un tantôt sur l'autre des deux aspects; et, de ce fait, le mouvement réel de la société comporte des alternances d'avancées et de reculs, des ambiguïtés et des aliénations, notamment nationalistes. Là encore le parallèle peut être fait avec l'attitude des "Barbares" envers l'Empire romain, qui comportait aussi ses ambiguïtés: l'imitation formelle, parfois envieuse et servile, du modèle romain contre lequel on s'insurgeait...

Parallèlement, le caractère parasitaire de la société centrale s'accroît. A Rome, le tribut impérial corrompt la plèbe et paralyse sa révolte (panem et circenses). Dans les sociétés du centre impérialiste, une fraction croissante de la population bénéficie d'emplois improductifs et de positions privilégiées assurés ici par les effets de la division internationale inégale du travail. La perspective d'un désengagement à l'égard du système impérialiste et la formation d'une alliance anti-impérialiste capable de renverser l'alliance hégémonique et d'amorcer la transition socialiste sont, de ce fait, plus difficiles.

2.2 L'amorce de rapports de production nouveaux émerge plus aisément à la périphérie qu'au centre du système.

Dans l'Empire romain, les rapports féodaux se fraient leur chemin en Gaule et en Germanie, alors qu'ils piétinent en Italie et en Orient. C'est Rome qui invente le colonat, qui se substitue à l'esclavage; mais la seigneurie se développe ailleurs et en Italie même les rapports féodaux ne s'épanouiront véritablement jamais.

Aujourd'hui, le sentiment de révolte latente contre les rapports capitalistes est très fort au centre; mais il est impuissant. On veut "changer la vie", mais on ne parvient pas même à changer le gouvernement. Aussi les avancées se font-elles dans le domaine de la vie sociale plus que dans ceux de l'organisation de la production et de l'Etat. La révolution silencieuse des mœurs, l'éclatement de la famille, l'effondrement des valeurs bourgeoises, témoignent de cet aspect contradictoire du processus. A la périphérie par contre, les mœurs et les idées sont souvent considérablement moins avancées, mais on parvient néanmoins à mettre en place des Etats socialistes.

2.3 Ce type de transition pose des questions nouvelles au matérialisme historique.

La tradition du marxisme vulgaire a opéré une réduction mécaniste de la dialectique du changement social. La révolution - dont le contenu objectif est l'abolition des rapports de production anciens et l'établissement de rapports nouveaux, condition d'un développement ultérieur des forces productives - est assimilée à une loi naturelle, l'application dans le domaine de la société de la loi naturelle du passage de la quantité à la qualité. La lutte des classes est, dans cette vision, le révélateur de cette nécessité objective. Seule l'avant-garde - le Parti - est au-dessus de la mêlée, fait et domine l'histoire, est désaliénée. Le moment politique qui définit l'instant révolutionnaire est celui par lequel cette avant-garde s'empare de l'Etat. Le léninisme lui-même ne s'est pas totalement départi de cette réduction positiviste du marxisme de la IIe Internationale.

Cette théorie qui sépare l'avant-garde de la classe n'est pas transposable aux révolutions du passé. La révolution bourgeoise elle-même n'a pas revêtu cette forme; ici la bourgeoisie a capté à son profit la

lutte des paysans contre les féodaux. L'idéologie dont elle s'est nourrie, qui lui a permis de le faire, loin d'être un moyen de "manipulation", était elle-même aliénante. Dans ce sens il n'y a pas eu de "révolution bourgeoise" - terme qui est lui-même un produit de l'idéologie bourgeoise - mais seulement une lutte de classes dirigées par la bourgeoisie, à la rigueur, parfois, une révolution paysanne, captée par la bourgeoisie. On peut encore moins parler de "révolution féodale" et le passage ici s'est fait dans l'inconscience.

La révolution socialiste serait d'un autre type, supposant la conscience désaliénée, parce qu'elle viserait pour la première fois, l'abolition de toute exploitation et non la substitution de formes nouvelles aux formes anciennes de l'exploitation. Encore faudrait-il savoir ici que cela n'est possible que si l'idéologie dont elle se nourrit parvient à être autre chose que la conscience des exigences du développement des forces productives. Car il n'est pas dit alors que le mode de production étatique, comme forme nouvelle de rapports d'exploitation, ne soit pas une réponse possible aux exigences de ce développement.

Encore une fois la réduction des lois sociales au modèle de celles de la nature gomme la spécificité des premières. Les hommes *font* leur histoire, bien que dans des conditions déterminées. Ni les animaux, ni les êtres inanimés ne font leur évolution; ils la subissent, passivement. Le concept de praxis est propre à la société, comme expression de la synthèse du déterminisme et de l'intervention humaine. La relation dialectique infrastructure/superstructure est également propre à la société et n'a pas d'analogue dans la nature. Cette relation n'est pas unilatérale; la superstructure n'est pas le reflet des exigences de l'infrastructure. S'il en était ainsi la société serait toujours aliénée et on ne voit pas comment elle pourrait parvenir à se libérer de cette aliénation.

C'est pourquoi nous proposons de distinguer deux types qualitativement différents de transition d'un mode à un autre. Lorsque le passage se fait dans l'inconscience, ou par la conscience aliénée, c'est-à-dire

lorsque l'idéologie qui agit des classes ne permet pas de maîtriser le processus du changement, celui-ci apparaît comme opérant d'une manière similaire à un changement "naturel", l'idéologie faisant partie ici de cette nature. A ce type de passage nous réservons l'expression de "modèle de décadence". Par contre, si l'idéologie parvient à donner la dimension totale et réelle du changement voulu, et alors seulement, on peut parler de révolution.

2.4 La transition socialiste dans laquelle notre époque est déjà engagée est-elle du type "décadent" ou "révolutionnaire"?

Il est sans doute impossible de répondre à cette question d'une manière définitive et certaine. Par certains de ses aspects la transformation du monde contemporain revêt un caractère révolutionnaire au sens défini ci-dessus. La Commune de Paris, 1917, la Révolution chinoise (et particulièrement la Révolution culturelle) ont été des moments d'intense conscience sociale désaliénée.

Mais ne sommes-nous pas engagés dans un autre type de transition, que Michel Beaud a qualifié de "révolution de cent ans"⁵? Les difficultés qui rendent le désengagement des pays impérialistes presque impossible à penser aujourd'hui, et les effets négatifs du désengagement sur les pays de la périphérie engagés dans la voie socialiste (restaurations capitalistes possibles, évolutions vers un mode étatique, régressions, aliénations nationalistes, etc.) remettent en question le vieux "modèle" bolchévique.

Les uns en prennent leur parti et considèrent que notre époque n'est pas celle de la transition socialiste mais de l'expansion mondiale du capitalisme. Parti de ce "petit coin d'Europe" le capitalisme commencerait seulement à s'étendre vers le Sud et l'Est.

Au terme de ce transfert, la phase impérialiste apparaîtrait alors non comme le dernier stade, le "stade suprême", du capitalisme, mais comme une phase de transition vers le capitalisme universel. Tous ceux qui, s'obnubilant sur le développement du capitalisme dans le Tiers-Monde

perdent de vue son caractère toujours périphérique, bien que dans des formes renouvelées, se rangent logiquement dans cette catégorie. Mais même si l'on continue à penser, comme nous, que la thèse léniniste de l'impérialisme reste vraie et que, de ce fait, la libération nationale est partie de la révolution socialiste et non bourgeoise, ne demeurerait-il pas que des exceptions, c'est-à-dire l'apparition de nouveaux centres capitalistes, sont peut-être possibles? L'exemple de la Corée du Sud, bruyamment avancé dans ce sens, est encore unique et incertain et, en tout état de cause, ne saurait être généralisé sans créer à l'ensemble du système actuel des difficultés dont on ne voit pas comment celui-ci sortirait.

Concernant les pays de l'Est, la thèse en question met l'accent sur les restaurations (ou les évolutions vers le mode étatique) pour qualifier de processus objectifs d'expansion capitaliste, ce qui n'aurait été que des pseudo-révolutions socialistes. Le marxisme - sans doute défigurée - apparaîtrait ici comme une idéologie aliénante masquant le caractère vrai de ces développements.

Pour ceux qui se rangent à cet avis, il faudra donc attendre qu'on ait atteint un niveau de développement des forces productives généralisant à l'ensemble du monde celui entrevu dans les centres actuels pour que la question de l'abolition des classes soit vraiment à l'ordre du jour. Pour les Européens il faudrait donc laisser se faire l'Europe, de manière à voir la superstructure étatique ajustée aux forces productives. Puis ensuite, il faudra sans doute attendre de voir l'Etat planétaire constitué, correspondant au niveau des forces productives homogénéisé au plan mondial, pour voir les conditions objectives de son dépassement enfin réunies.

D'autres, et nous sommes de ceux-là, voient les choses différemment. La révolution ininterrompue par étapes est toujours à l'ordre du jour pour la périphérie; les restaurations ne sont pas fatales au cours de la transition socialiste; les ruptures du front impérialiste ne sont pas à exclure dans les maillons faibles du centre.

Il reste que dans un processus complexe de ce genre, formes de "décadence" et formes "révolutionnaires" se combinent et s'opposent sans cesse. Par exemple, la prééminence de la conscience sociale (et les luttes menées au sein de la société civile) sur la conscience politique en Occident, est une forme de la première famille. Les explosions populistes anti-impérialistes (comme en Iran) appartiennent aussi à cette famille de remises en question de fait du système dans l'aliénation idéologique - et même par son moyen! Les régressions, "dogmatiques" et "nationalistes" en Asie orientale également. Mais simultanément il y a des situations de processus révolutionnaires d'évidence, encore une fois comme celle marquée par la Révolution culturelle. Dans les secteurs les plus avancés des luttes ouvrières de l'Occident, on trouve également des manifestations de ce type, comme avec l'*operaismo* italien, même si ces luttes sont actuellement dans l'impasse, précisément du fait impérialiste.

3. Il existe bien entendu d'autres thèses appelant l'attention sur certaines analogies entre notre époque et celle de la décadence romaine.

La thèse de Johan Galtung⁶ se place volontairement selon les termes mêmes de l'auteur, sur un terrain anti-marxiste. Galtung considère en effet que l'histoire romaine comme les faits concernant notre époque démontrent que ce n'est ni le prolétariat interne ni le prolétariat externe qui portent les coups décisifs à une formation dépassée pour mettre en place une formation sociale nouvelle. Une formation serait dépassée lorsque les enfants de l'élite, désillusionnés, prendraient l'initiative de vivre autrement. Ainsi la féodalité serait née de l'émigration des patriciens hors des villes et de la création de la villa romana; tout comme aujourd'hui un nouveau mode de vie se crée sous nos yeux dans les communautés de jeunes occidentaux rompant avec l'intégration dans les formes organisées du travail et de la famille nucléaire.

Nous ne sommes pas convaincus par cette démonstration. La révolte des élites est sans doute signe de crise; elle n'en est pas la cause, qui résulte bel et bien de la lutte des classes ("internes" et "externes", c'est-à-dire internes ou externes au centre, non au système dans son

ensemble). L'épicentre de ces luttes peut se déplacer, selon les conditions, du centre à la périphérie du système. D'autre part, il n'est nullement dit, a priori, que ces luttes ne puissent pas faire le jeu d'une nouvelle classe, qui émerge précisément du fait de leur développement. La révolte des élites demeure toujours limitée et ambiguë. N'est-il pas caractéristique que les communautés contemporaines, si elles parviennent à modifier certains aspects du mode de vie (et en cela elles ont leur importance), sont contraintes de s'insérer dans le mode de production qui domine leur environnement?

NOTES

1. Pour un développement détaillé de ces thèses, voir : S. Amin, *Classes, nations, Etats dans le matérialisme historique; Les formations tributaires; Le développement inégal dans la transition capitaliste et dans la révolution bourgeoise; à paraître.*
2. S. Amin, *La nation arabe*, Minuit, 1977.
3. S. Amin, *L'impérialisme et le développement inégal*, Minuit, 1976, chap. 4, *Vocations universelles et aires culturelles.*
4. S. Amin, *Le développement inégal*, Minuit, 1974; *L'impérialisme et le développement inégal*, op. cité; *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, Minuit, 1977; également: *Centre et périphérie dans le système capitaliste; La libération nationale et la transition socialiste; Réflexions sur la théorie de l'impérialisme*, à paraître. Pour éviter les répétitions les thèses développées dans la section 2 de cet article ne reprennent pas, délibérément, ce que nous avons développé dans les textes cités ci-dessus.
5. Beaud, Bellon, François, *Lire le capitalisme*, Anthropos.
6. Johan Galtung, *The Roman Empire...* ronéoté 1977.